

# Flash Economie

N° 17  
12 février 2026

## La politique économique de la France et la politique économique qu'il faudrait mener en France

La politique économique qui est menée aujourd'hui en France consiste :

- à soutenir le revenu des ménages (indexation complète des retraites et des autres prestations sociales, hausse de la prime pour l'emploi ...);
- à ne pas faire d'efforts pour accroître le taux d'emploi (mauvaise qualité persistante du système éducatif, suspension de la réforme des retraites);
- à stabiliser le déficit public en accroissant les impôts des entreprises (surtaxe d'impôt sur les bénéfices des sociétés, arrêt de la baisse des impôts de production), et en réduisant les budgets publics de soutien de l'université et de l'industrie.

En réalité, il faudrait mener des politiques complètement opposées à celles qui sont menées :

- économie sur les dépenses sociales, permettant de financer des investissements d'avenir (investissement dans les industries stratégiques, dans le numérique);
- priorité donnée à l'amélioration du système éducatif;
- report progressif de l'âge de la retraite;
- soutien de la capacité d'investir des entreprises en évitant les hausses d'impôts sur les entreprises;
- déficit public venant des dépenses d'investissement et non des dépenses de protection sociale.

### Patrick Artus

Conseiller économique senior

patrick.artus-ext@ossiam.com

✉ @PatrickArtus

LinkedIn Patrick Artus

### Isabelle Gravet

Assistante de recherche

isabelle.gravet-ext@ossiam.com

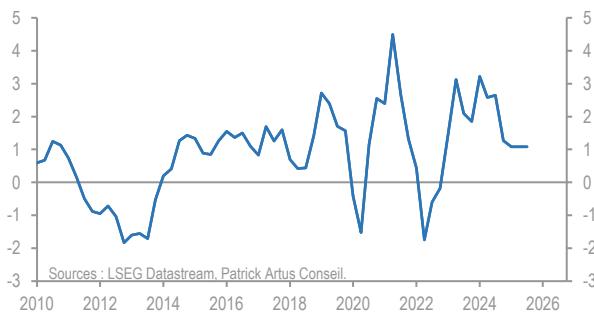
**Communication marketing** : ce document n'a pas été élaboré selon les dispositions réglementaires visant à promouvoir l'indépendance des analyses financières et ses auteurs ne sont pas soumis à l'interdiction d'effectuer des transactions sur l'instrument concerné avant la diffusion de la communication.

## Quelles sont les principales décisions de politique économique qui ont été prises récemment en France ?

### 1. Soutien du revenu des ménages

Le pouvoir d'achat des ménages (**Graphique 1**) va être soutenu :

**Graphique 1**  
France : revenu disponible brut réel réel  
(GA en %)



- par l'**indexation complète des retraites** et autres prestations sociales ;
- par la hausse autorisée de 3% en 2026 des dépenses de santé (de l'ONDAM), avec un maintien à 20 milliards d'euros du déficit de la sécurité sociale ;
- par la hausse de la **prime pour l'emploi** (coût : 1,5 milliard d'euros) et par le maintien de diverses primes (en particulier la prime pour frais de scolarité) ;
- par l'indexation des tranches de l'impôt sur le revenu.

### 2. Absence d'efforts pour faire progresser le taux d'emploi

Le taux d'emploi de la France a cessé de progresser au 3<sup>e</sup> trimestre 2025 (**Graphique 2**).

**Graphique 2**  
France : taux d'emploi des 15-64 ans (en %)



On sait que la hausse du taux d'emploi est la principale source de croissance du PIB. Pourtant :

- la **réforme des retraites a été suspendue** ;

- aucune mesure n'a été annoncée pour redresser la qualité du système éducatif alors que l'enquête PISA, (Tableau 1) montre le faible niveau des jeunes Français, et plus spécifiquement l'enquête TIMSS (Tableau 2) révèle la faiblesse du niveau en mathématiques et en sciences.

Tableau 1 : Résultats aux enquêtes PISA de l'OCDE (score global, par score décroissant de l'enquête de 2022)

Pays	2018	2022
Japon	520	533
Finlande	516	495
Royaume-Uni	503	494
Etats-Unis	495	489
Allemagne	500	482
Pays-Bas	502	480
France	494	478

Source : OCDE

Tableau 2 : Etude internationale TIMSS 2023 : scores moyens en mathématiques et sciences au CM1 et en 4ème (par score décroissant)

Scores au CM1 (grade 4)	
Score en mathématiques	
Pays	Score
Singapour	615
Taiwan	607
Corée du Sud	594
Hong Kong	594
Japon	591
Macao	582
Lituanie	561
Turquie	553
Angleterre	552
Pologne	546
Irlande	546
Roumanie	542
Pays-Bas	537
Lettonie	534
Norvège	531
République tchèque	530
Suède	530
Bulgarie	530
Finlande	529
Australie	525
Allemagne	524
Danemark	524
Serbie	523
Belgique (flamande)	521
Hongrie	520
Portugal	517
États-Unis	517
Chypre	516
Slovaquie	515
Slovénie	514
Italie	513
Arménie	513
Albanie	512
Canada	504
Espagne	498
Émirats arabes unis	498
Géorgie	498
Azerbaïdjan	494
Nouvelle-Zélande	490
Belgique (francophone)	489
Kazakhstan	487
<b>France</b>	<b>484</b>
<b>Moyenne</b>	<b>503</b>

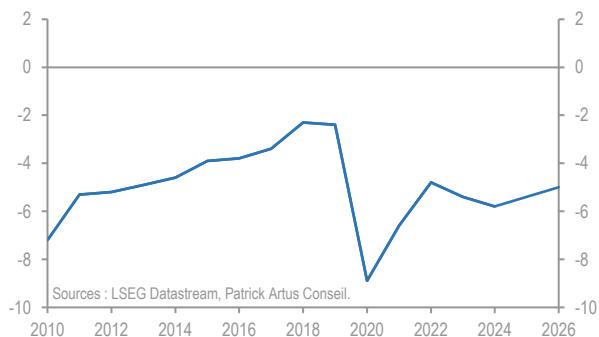
Scores en 4ème (grade 8)	
Score en mathématiques	
Pays	Score
Singapour	605
Taiwan	602
Corée du Sud	596
Japon	595
Hong Kong	575
Angleterre	525
Irlande	522
République tchèque	518
Suède	517
Lituanie	514
Autriche	512
Australie	509
Turquie	509
Hongrie	506
Finlande	504
Norvège	501
Italie	501
Malte	499
Roumanie	496
Chypre	494
Émirats arabes unis	489
États-Unis	488
Israël	487
<b>France</b>	<b>479</b>
<b>Moyenne</b>	<b>478</b>

Sources : IEA, Trends in International Mathematics and Science Study

### 3. Hausse de la pression fiscale sur les entreprises

L'objectif d'un déficit public de 5% du PIB (**Graphique 3**) va être obtenu avec une **hausse de la pression fiscale sur les entreprises**, en particulier :

**Graphique 3**  
France : déficit public (en % du PIB valeur)



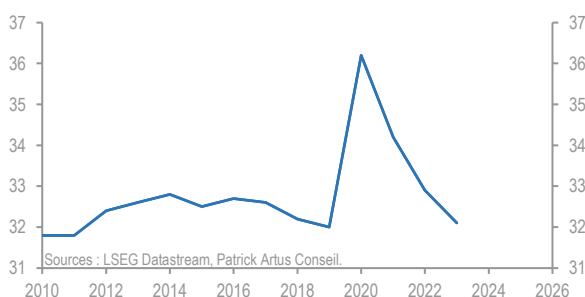
- **le maintien de la surtaxe d'impôt sur les bénéfices des sociétés**, touchant les 300 plus grandes entreprises, avec un rendement attendu de 7,5 milliards d'euros ;
- **l'annulation de la baisse de la CVAE** (cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises), alors que cet impôt devait baisser de 1,3 milliard d'euros en 2026 ;
- **la réduction des crédits de France 2030** (le programme de soutien à l'innovation et aux industries du futur).

### En réalité il faudrait mener des politiques complètement différentes

On aurait pu espérer que le gouvernement mette en place :

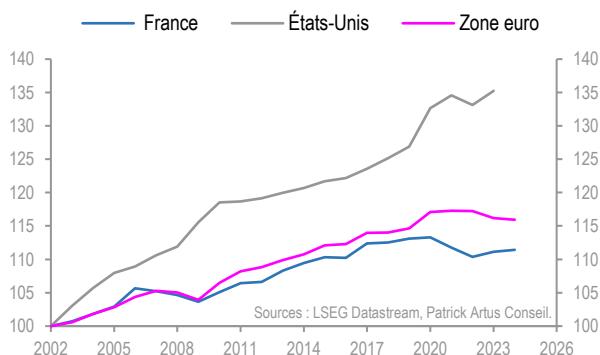
1. **des économies sur les dépenses sociales (Graphique 4), de manière à pouvoir stimuler les investissements d'avenir, publics et privés** (investissements dans la transition énergétique, dans le numérique, dans la recherche et développement, dans l'éducation et la formation).

**Graphique 4**  
France : dépenses publiques de santé et de protection sociale (en % du PIB valeur)



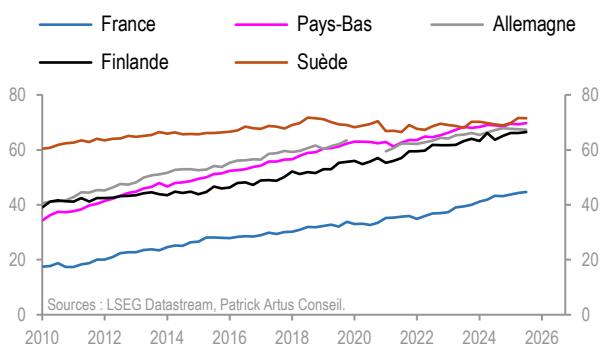
On sait depuis le rapport Draghi, que ces investissements devraient être accrus de 4,5 points de PIB pour que l'Europe (donc aussi la France) rattrape les États-Unis (**Graphique 5**) ;

**Graphique 5**  
Productivité horaire (100 : 2002)



2. une priorité donnée à l'amélioration du système éducatif (voir Tableaux 1 et 2 plus haut) ;
3. un report progressif de l'âge de la retraite, de manière à faire augmenter le taux d'emploi des 60- 64 ans (Graphique 6) ;

**Graphique 6**  
Taux d'emploi des 60-64 ans (en %)



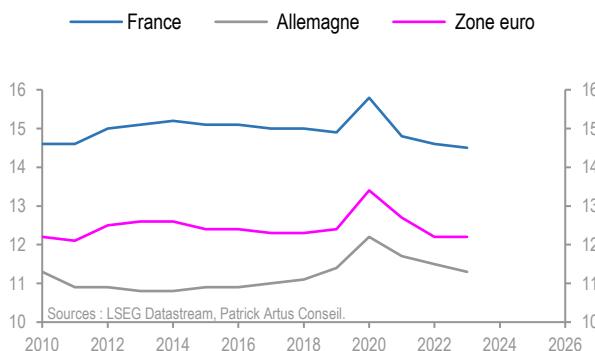
4. un soutien à la capacité à investir des entreprises, qui est anormalement faible (Graphique 7), en évitant d'accroître la pression fiscale sur les entreprises. On sait en particulier que les impôts de production sur les entreprises (3% du PIB en France, 0,9% du PIB en Allemagne) sont extrêmement nocifs pour la compétitivité ;

**Graphique 7**  
France : investissement des entreprises  
(valeur, en % du PIB valeur)

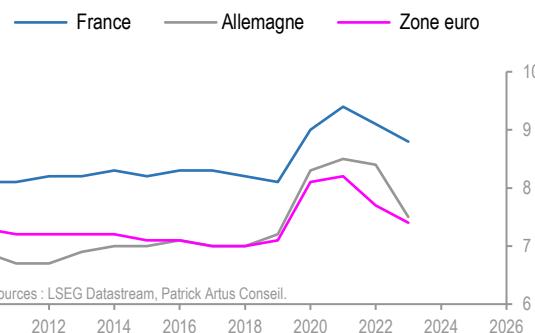


5. un déficit public venant de dépenses d'investissement et non de dépenses de protection sociale (Graphiques 8a, 8b).

**Graphique 8a**  
Dépenses publiques de retraite (en % du PIB valeur)



**Graphique 8b**  
Dépenses publiques de santé (en % du PIB valeur)



## Synthèse : une politique économique qui ne s'attaque pas aux problèmes de fond

La politique économique mise en place en France aujourd'hui soutient le pouvoir d'achat des ménages, ne contribue pas à augmenter le taux d'emploi, taxe fortement les entreprises.

Or, on sait que les dépenses de protection sociale en France sont très élevées, et l'effort d'investissement trop faible ; que le taux d'emploi est anormalement bas ; que le système éducatif est de mauvaise qualité. On aurait pu espérer que la politique mise en place :

- privilégie les dépenses d'investissement par rapport aux dépenses de transfert et de protection sociale ;
- s'attaque en priorité à la mauvaise qualité du système éducatif ;
- continue à repousser l'âge de la retraite pour corriger le niveau anormalement bas du taux d'emploi ;
- protège la capacité à investir des entreprises au lieu de les surtaxer.

Ce contraste entre les politiques menées et la vision de long terme de l'économie révèle le court-termisme des décideurs de politique économique.

## Avertissement

Ossiam, filiale de Natixis Investment Managers, est un gestionnaire d'actifs français agréé par l'Autorité des Marchés Financiers (Agrément n° GP-10000016). Bien que l'information contenue dans le présent document provienne de sources jugées fiables, Ossiam ne fait aucune déclaration et ne donne aucune garantie quant à l'exactitude de toute information dont elle n'est pas la source. Les informations présentées dans ce document sont basées sur les données du marché à un moment donné et peuvent changer de temps à autre. Le présent document a été préparé uniquement à des fins d'information et ne doit pas être considéré comme une offre, une sollicitation d'offre, une invitation ou une recommandation personnelle d'acheter ou de vendre des actions participantes, tout titre ou instrument financier d'un Fonds Ossiam, ou de participer à toute stratégie de placement, directement ou indirectement. Il est destiné à être utilisé uniquement par les destinataires auxquels Ossiam le met directement à disposition. Ossiam ne traitera pas les destinataires de ce document comme ses clients du fait qu'ils aient reçu ce document. Tous les renseignements sur la performance présentés dans ce document sont fondés sur des données historiques et, dans certains cas, sur des données hypothétiques, et peuvent refléter certaines hypothèses à propos des frais, des impôts, des charges de capital, des attributions et d'autres facteurs qui influent sur le calcul de rendements. Toutes les opinions exprimées dans ce document sont des énoncés de notre jugement à cette date et sont susceptible de changer sans préavis. Ossiam n'assume aucune responsabilité fiduciaire pour les conséquences, financières ou autres, provenant d'un placement dans un titre ou un instrument financier décrit dans ce document ou dans tout autre titre, ou de la mise en œuvre d'une stratégie de placement. Les informations contenues dans ce document ne sont pas destinées à être distribuées ou utilisées par une personne ou une entité, par un pays ou une juridiction, où cela serait contraire à la loi ou à la réglementation ou qui assujettirait Ossiam à toute exigence d'inscription dans ces juridictions. Ce document ne peut être distribué, publié ou reproduit, en entier ou en partie.